

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Bernstein, Henry et Campbell, Bonnie K. (Ed.) *Contradictions of Accumulation in Africa : Studies in Economy and State*. Beverly Hills (CA), Sage Publications, Coll. « Sage Series on African Modernization and Development », volume 10, 1985, 312 p.

par Lucie Bullick

*Études internationales*, vol. 18, n° 1, 1987, p. 237-239.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702144ar>

DOI: 10.7202/702144ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

dans cette voie lors de la rédaction de son apport final.

Andrée ROBERGE

*Département de sociologie et d'anthropologie  
Université Laurentienne, Sudbury, Canada*

BERNSTEIN, Henry et CAMPBELL, Bonnie K. (Ed.) *Contradictions of Accumulation in Africa: Studies in Economy and State*. Beverly Hills (CA), Sage Publications, Coll. « Sage Series on African Modernization and Development », volume 10, 1985, 312 p.

Placée sous le signe de l'actualité, la crise africaine a été l'objet ces dernières années d'un nombre croissant d'études, en filiation directe avec les théories du « développement du sous-développement » et de la « dépendance » auxquelles nous avaient initiés les travaux consacrés à l'Amérique latine. Les articles réunis par B. K. Campbell et H. Bernstein nous convient toutefois à une critique de ces approches trop réductionnistes de la crise africaine dont l'origine ne peut être attribuée uniquement aux liens que ce continent entretient avec le système économique mondial.

Tout en exprimant des points de vue divers, les auteurs partagent des préoccupations communes soit dépasser les connaissances actuelles sur l'Afrique, rendre compte de ses réalités contradictoires et participer à sa transformation. Des six chapitres qui composent le corps de l'ouvrage et portent sur autant de situations nationales, le premier est consacré à l'analyse des structures, des contradictions et du développement de l'État colonial au Basutoland (Lesotho). S'inspirant entre autres des travaux de P. Ph. Rey sur l'articulation des modes de production, l'article de J. Kimble explore la dynamique des relations entre les chefferies traditionnelles et l'administration britannique. Ce retour historique est l'occasion pour l'auteur de cerner la nature des modes de production pré-capitalistes, d'analyser leurs modalités d'intégration au développement ultérieur de l'Afrique du Sud ainsi

que le processus de formation de classe et de l'État.

Un autre groupe d'articles propose une révision des concepts (impérialisme, État, classe sociale) utilisés couramment dans certains écrits sur l'Afrique et jette les bases d'une approche et d'une interprétation nouvelles. Dans son analyse de l'État post-colonial au Nigéria, B. Beckman s'oppose aux conceptions instrumentalistes qui réduisent le rôle de l'État à celui de simple mécanisme de domination du capital international et laissent dans l'ombre le processus de formation de classe. Loin de nier toute possibilité d'accumulation du capital local, l'auteur soutient que le rôle de l'État comme agent de promotion des intérêts du capital étranger n'est pas incompatible avec celui d'agent de développement d'une bourgeoisie nigériane. Définissant l'État comme le champ de luttes entre diverses forces sociales, Beckman met en perspective son rôle de représentant des intérêts du *capital en général*.

Retraçant les grandes lignes du débat sur la nature de l'État au Kenya, G. Kitching souligne la complexité qui découle des alliances et des conflits dont les institutions étatiques sont le lieu. Il fait surtout ressortir la nécessité d'une « reconceptualisation » complète de l'histoire du développement capitaliste au Kenya qui rejette toute surdétermination par les facteurs externes et accorde au peuple un rôle beaucoup plus actif dans la construction tant de son passé que de son devenir. Kitching, enfin, met en garde contre le fatalisme de ceux qui, tant conservateurs que progressistes, affirment le caractère inéluctable de l'impérialisme. Cette conviction freine la recherche d'une alternative au système actuel dont il ne resterait plus qu'à tirer le meilleur parti possible.

P. Gibbon et M. Neocosmos rejettent à leur tour cette vision linéaire du développement capitaliste et mettent en perspective sa dynamique et ses effets contradictoires. Leur article s'interroge sur la prédominance du mode de production petit marchand dans le cadre plus général d'une économie capitaliste. À leur avis, la petite production de la paysannerie africaine, que la plupart des analystes si-

tuent à l'extérieur du mode de production capitaliste, dérive de la logique même du capital. Elle n'est pas simplement articulée au mode de production capitaliste, mais en fait partie intégrante. D'autre part, en choisissant d'étudier le cas de la Tanzanie, les auteurs posent la question de la nature de classe de l'État dans les régimes dits socialistes d'Afrique. L'incohérence et l'inefficacité de l'État, lieu de lutte permanente, résulteraient d'une tendance à osciller entre les principales forces à l'oeuvre au niveau local et international. Pour déterminer le caractère de classe de l'État post-colonial, Gibbon et Neocosmos suggèrent dans un premier temps d'identifier la nature des classes dominantes internes. Leur analyse de la spécificité tanzanienne, leur réflexion sur le « socialisme africain » et les implications politiques qu'ils dégagent sont intéressantes à plus d'un titre. Ils font ressortir, entre autres, les contradictions de l'État tanzanien, amalgame des tendances les plus diverses. Dirigé par une petite-bourgeoisie, soumis aux contraintes du système international ainsi qu'aux pressions d'un prolétariat naissant, cet État a été incapable de formuler et d'implanter des politiques de développement cohérentes.

A. Cournavel, pour sa part, propose une explication différente de l'inefficacité du secteur d'État. Dans son analyse du cas guinéen, il montre comment le processus d'étatisation a favorisé la constitution et la croissance d'une bourgeoisie d'État associée, à l'origine, à l'administration coloniale. L'auteur étudie également comment cette bourgeoisie – qu'il définit à partir des rapports de production – domine totalement l'ensemble des moyens de production, grâce au contrôle exercé sur les appareils idéologiques d'État. Il souligne en particulier le rôle du parti unique, instrument essentiel de refoulement des contradictions de classes et de contrôle politique. Il fait ensuite ressortir les aspirations de la bourgeoisie d'État à l'appropriation individuelle, d'où les menaces constantes qui pèsent sur les modes de réalisation « collectifs » du surplus. Les tensions qui en découlent seraient à l'origine de l'anarchie à laquelle semble voué le secteur d'État de ces pays. Devant les piètres résultats de l'expérience guinéenne, Cournavel conclut

à la nécessité d'une alliance entre capitaux privés et d'État, condition *sine qua non* d'un développement capitaliste accéléré et d'une transformation ultérieure.

Tout autre est la position de J.-L. Amselle. Dans un essai consacré au projet socio-économique malien – également influencé par la théorie du « socialisme africain » –, il projette un éclairage différent sur la bourgeoisie d'État. En accédant au pouvoir, la petite-bourgeoisie se convertit rapidement en « *nomenklatura* », c'est-à-dire en une classe privilégiée dont les instruments d'accumulation sont fonction de la place occupée au sein des appareils d'État. Grâce au développement d'un secteur d'État, elle se constitue à la fois en bourgeoisie agraire, commerciale et industrielle. Mais, loin de s'appuyer sur une volonté de réalisation capitaliste, l'extension du secteur d'État obéit davantage à des motifs d'ordre politique: élargir les effectifs de l'appareil d'État grâce au « clientélisme ». D'où le recours à certaines pratiques de prédation et de redistribution remontant à l'époque coloniale. L'auteur dresse un bilan négatif de ces vingt ans d'indépendance. D'une part, la situation économique est bloquée depuis plusieurs années et l'appareil d'État est devenu une « coquille moderne et vide » que les bailleurs de fonds internationaux hésitent de plus en plus à soutenir; d'autre part, la paysannerie qui constitue la masse de la population reste à l'écart de la vie politique et les relations de clientèle sont trop profondément ancrées pour que puisse émerger une conscience de classe, base d'un changement de régime.

Moins pessimiste est le scénario esquissé par B. K. Campbell qui analyse à la fois la spécificité et les limites du modèle d'accumulation en Côte d'Ivoire. Une classe de riches planteurs étroitement liés aux intérêts de l'ancienne métropole a poursuivi le modèle de croissance hérité de la période coloniale. Le transfert via l'État des revenus tirés du secteur agricole d'exportation a favorisé le développement d'industries de substitution d'importations et permis à la classe dominante d'élargir et de diversifier sa base de pouvoir. Mais la détérioration des termes de l'échange a progressivement réduit les ressources de l'État et

compromis à la fois l'extension du marché interne et celle du secteur industriel. Pour dépasser ces limites, les dirigeants ivoiriens font appel à la Banque mondiale qui intervient de plus en plus massivement dans le financement, la définition des objectifs économiques et la création de nouveaux secteurs d'activités et de nouveaux marchés de capitaux. En conclusion, l'auteur suggère des pistes de recherche intéressantes, sans toutefois retenir un scénario défini. Elle entrevoit l'émergence de nouveaux clivages au sein des groupes dominants entre les intérêts liés au modèle de croissance en vigueur depuis l'indépendance et ceux qui surgissent à la faveur d'une nouvelle phase de pénétration du capital international. L'issue de ce processus historique de développement est difficilement prévisible; elle est à la fois fonction des conflits au sein des classes dominantes et de la concurrence que se livrent les divers groupes d'intérêts internationaux.

En présentant ce recueil d'articles, les auteurs souhaitent contribuer à l'effort et au renouvellement de la réflexion sur l'Afrique contemporaine. Ils ont pleinement atteint leur objectif. Cet ouvrage dont un court résumé ne peut rendre compte de l'excellence et de la richesse fait le point et alimente la discussion sur des thèmes autour desquels s'articulent la plupart des débats actuels sur la crise africaine. De plus, en réunissant des études de cas très diversifiées, il brosse un tableau des réalités profondément contradictoires de ce continent. Enfin, son intérêt réside dans les préoccupations éminemment politiques qui animent les différents auteurs. Leurs réflexions stimulantes témoignent d'un effort concerté pour dégager les éléments de transformation d'une Afrique en pleine mutation.

Lucie BULLICK

*Institut d'Étude du Développement Économique et Social, Paris*

LEGUM, Colin, THUAN, Cao-Huy, FENET, Alain, HALLIDAY, Fred et MOLYNEUX, Maxime, *La Corne de l'Afrique: Questions nationales et politique internationale*. Paris, L'Harmattan, 1986, 268 p.

Les États-Unis, l'Europe et l'Éthiopie: c'est le titre du premier thème analysé par Cao-Huy Thuan dans cet ouvrage collectif. En 87 pages bien documentées (pp. 7-94), il a abordé successivement le *containment* sélectif, l'Éthiopie et le *containment* sélectif, le rôle de l'Europe et de la France dans la Corne de l'Afrique.

S'agissant du *containment*, l'auteur a affirmé qu'il fut à l'origine, une vision du monde selon laquelle seuls les États-Unis sont la puissance mondiale et l'Union soviétique doit demeurer une puissance continentale. Par conséquent, dans la conception américaine, « toute tentative de l'Union soviétique d'élargir son influence au-delà de son empire continental doit être énergiquement comprimée » p. 18. Cette idée d'après-guerre a quelque peu perdu de son influence face à la réalité internationale d'aujourd'hui. La question est plutôt maintenant de savoir jusqu'où l'Union soviétique peut-elle s'étendre sans toucher aux intérêts vitaux des États-Unis. Ces intérêts sont aussi en constante évolution, étant donné les rapports de force fluctuants des deux superpuissances.

C'est pourquoi le *containment* n'est plus uniforme et global, mais multiforme et sélectif. Il repose sur l'idée de promouvoir la montée des puissances régionales qui auront pour tâche « de résoudre les conflits locaux afin d'éviter l'intervention des superpuissances ». Cette stratégie s'est matérialisée à deux niveaux dans son application à la Corne de l'Afrique: un niveau global et un niveau régional.

Au niveau global, elle a longtemps reposé sur la puissance militaire de l'Iran et la puissance financière de l'Arabie Saoudite. Cette stratégie dite des *Twin-pillars* a vécu avec la révolution iranienne et est progressivement remplacée par l'avènement de « gendarmes régionaux » dont les principaux sont le